

ricain, la perte de ce chef dans les affaires mondiales. Il a été pour nous rassurant d'entendre le nouveau président affirmer qu'il est déterminé à poursuivre le programme qu'avait élaboré feu le président Kennedy. On a particulièrement bien accueilli la nouvelle selon laquelle il faut maintenant de l'action, plutôt que des mots, pour régler, aux États-Unis, la question des droits civils. Je pense que le Canada peut en tirer une leçon. Rien n'empêche le Canada de prendre l'initiative également dans ce domaine.

Vivant dans l'ombre des États-Unis, nous pensons parfois que nous ne pouvons pas prendre énormément d'initiative et nous suivons donc, et nous adoptons l'attitude du «moi aussi». Je pense qu'il serait possible actuellement que le Canada donne l'impulsion et l'orientation, même aux États-Unis, relativement à divers aspects de la politique étrangère, et certainement en ce qui concerne en ce moment l'Amérique centrale et l'Amérique du Sud.

Cet après-midi, j'ai pensé que le ministre ne parlerait même pas de l'Amérique latine. Puis, juste avant de terminer son discours, il a mentionné le sujet. J'ai été déçu de constater que les parties de son discours qui se rapportaient à la situation dans cette région n'aient pas indiqué d'intentions plus positives. Il a dit que le gouvernement suivait les délibérations qui ont maintenant lieu au sein de l'Organisation des États américains. Il a dit aussi que l'opinion publique, croyait-il, était plus favorable à une participation plus active du Canada dans les affaires de cet organisme. Je pense que c'est simplement du barguignage. Je suis convaincu que nous devrions entrer dans l'Organisation des États américains, non pas simplement regarder ce qui s'y passe, mais prendre nos propres responsabilités. Comment pouvons-nous nous dire bon voisin si nous ne montrons pas du moins une attitude obligeante? En somme, le prix de l'amitié est l'amitié! Comment pouvons-nous montrer de l'amitié simplement en nous asseyant dans un fauteuil et en attendant un moment plus propice pour agir.

Tandis que nous ne faisons rien, ici à Ottawa, il vaut la peine de se rappeler que Cuba, les Antilles et l'Amérique centrale sont beaucoup plus près de nous que de nombreux points extrêmes de notre propre pays. Il vaut aussi la peine de se rappeler que, défiant la doctrine Munroe, qui a exempté les rives américaines de toute intervention extérieure pendant un siècle et demi, Cuba est maintenant un satellite de l'Union soviétique, que les fronts pro-communistes sont puissants dans la plupart des républiques latino-américaines et que, des États-Unis, l'Alliance pour

le progrès n'a pas encore démarré. Dans le journal d'aujourd'hui, on laissait entendre que des agents de Cuba s'étaient infiltrés en Haïti. Je pense qu'avant longtemps les troubles vont s'accroître dans ce pays. Et nous savons tous ce qui se passe dans la Guyane britannique, au Venezuela, en Bolivie, en Colombie et au Pérou. Dans les circonstances, au lieu d'attendre que l'explosion se produise, nous devrions tenter d'agir tandis qu'il est encore temps. Nous ne pouvons, au Canada, nous enfouir la tête dans le sable et prétendre que ces problèmes n'existent pas.

La semaine dernière, il faisait bon entendre le ministre annoncer que certains de ces pays allaient recevoir plus d'aide, notamment les îles des Antilles, qui sont tout à fait portées vers le Canada. Elles comptent sur notre aide. Si j'en suis sûr, c'est que je connais fort bien la région. Cependant, nous avons fait si peu d'efforts, alors que nous pourrions leur prêter main-forte de façon satisfaisante—ce dont nous sommes parfaitement capables—et y aller sans compter, ce qui ne manquerait pas de donner des résultats.

Bien entendu, il y a d'autres façons d'aider une région que de lui envoyer telle ou telle somme d'argent. L'un des plus grands paradoxes de cet après-guerre, c'est qu'avec leurs dons de milliards et de milliards de dollars, il est arrivé tant de fois que les États-Unis n'ont pas réussi à se faire des amis et à influencer les gens. Trop souvent, ces dons ont engendré des soupçons et, bien souvent, de l'hostilité. Parce que nous n'avons pas des milliards de dollars à distribuer, nous n'avons pas besoin de nous croiser les bras, car ce n'est pas la seule façon de prouver notre amitié et de montrer que nous voulons aider. A un point de vue important, je crois que nous sommes en mesure d'aider plus que les États-Unis, et c'est au point de vue de la composition de notre population. Le Canada, grâce à son élément précieux et important que sont les Canadiens français, compte bon nombre de citoyens qui sont de descendance latine, mais qui connaissent en même temps notre conception moderne de gouvernement et nos techniques de production. Cet élément pourrait être extrêmement utile pour mettre en œuvre ce concept de l'Alliance pour le progrès dans les pays d'Amérique latine.

J'ai été fortement impressionné par une nouvelle parue ces derniers jours au sujet d'un groupe de soixante-dix Latino-Américains venus présenter au Canada un spectacle intitulé *El Condor* qui raconte comment on a étouffé l'activité communiste dans les universités du Pérou, grâce à une nouvelle idée des étudiants qui cherchaient quelque chose sans pouvoir le trouver. Voilà des Latino-Américains qui viennent au Canada et cher-